



## 3<sup>ème</sup> CONCOURS D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2014

**Composition portant sur l'évolution générale politique, économique et sociale du monde ainsi que sur le mouvement des idées depuis le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle jusqu'à nos jours, devant permettre d'apprécier l'aptitude du candidat à exprimer, sur le sujet proposé, tant une analyse des faits et des événements, qu'une interprétation personnelle et argumentée.**  
*Un dossier est mis à la disposition du candidat.*

### EPREUVE N° 3

**Durée : 5 h**  
**Coefficient : 3**

#### SUJET :

**La pauvreté, une menace pour la prospérité de tous ?**

#### DOCUMENTS JOINTS

Document n° 1	Déclaration des Nations Unies – ONU Philadelphie, <u>Déclaration sur la lutte contre la pauvreté</u> , 10 mai 1944	1
Document n° 2	Notes de l'Observatoire des inégalités, « <u>L'état de la pauvreté en France</u> », octobre 2013	2
Document n° 3	The Economist, « <u>La pauvreté n'est pas une fatalité</u> », n° 3075, deuxième quinzaine d'octobre 2013	10
Document n° 4	Guillaume DUVAL, « <u>Licenciements, inégalités, pauvreté, On fait quoi ?</u> » in Alternatives économiques, n°329 novembre 2013	17

#### **NOTA :**

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- **Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies :** pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs. Seuls la date du concours et le destinataire, (celui-ci est clairement identifié dans l'énoncé du sujet) sont à porter sur la copie.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

# DOCUMENT n° 1

## Article 1

« La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous »;

10 mai 1944, Philadelphie, USA

Conférence générale des nations unies, réunie à Philadelphie, aux États-Unis, « **Déclaration de Philadelphie** » qui redéfinit les buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail.

# L'état de la pauvreté en France

Combien compte-t-on de pauvres en France ? Comment évolue leur nombre ? Qui est le plus concerné par la crise ? A l'heure où une partie de la population s'offusque de payer trop d'impôts, la situation est de plus en plus critique pour les plus défavorisés, dont le nombre grandit.

La capacité est aussi grande dans notre pays à forcer le trait, à exagérer les chiffres pour mobiliser l'attention. On n'assiste pas à une explosion de la pauvreté et de la misère. Partant de bons sentiments, le catastrophisme finit par décrédibiliser l'information et alimente la critique du modèle social français alors que notre pays est parmi ceux qui s'en sortent le mieux au monde sur ce plan. Pourquoi dépenser autant si l'on compte tant de pauvres ?

Il n'empêche : en considérant la définition la plus restrictive, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté situé à la moitié du revenu médian (autant touche moins, autant davantage) a progressé de 584 000 entre 2008 et 2011. Soit probablement autour de plus de 700 000 personnes si l'on ajoute 2012 et le début 2013. Au cours de la même période, le taux de pauvreté est passé de 7 à 8 % et doit approcher les 9 % aujourd'hui. Un retournement historique qui touche les plus vulnérables.

Contrairement à un discours commun selon lequel la crise serait généralisée à tous les milieux, la pauvreté ne frappe pas au hasard. Une large partie de la population est à l'abri, même s'il est commode à chacun de se l'approprier. En 2010, le taux de pauvreté des employés était 6,3 fois plus élevé que celui des cadres supérieurs. Le taux des sans diplôme trois fois supérieur à celui des diplômés d'un bac +2.

Face à ce constat largement étayé, il ne reste souvent plus que la compassion et l'aumône. Les caisses de l'Etat sont vides. Faute de revenu minimum pour tous, le gouvernement expérimente une « garantie jeune » à 10 000 moins de 25 ans dans quelques territoires : mais combien sont ces jeunes qui, faute de soutien, vivent sous le seuil de pauvreté ? 10, 20 ou 30 fois plus ? Combien d'entre eux doivent se contenter de revenir au domicile, dormir chez des amis quand ce n'est pas à la rue ?

A l'évidence, les politiques publiques ne sont pas à la hauteur des enjeux. Si le revenu minimum manque pour certains,

l'essentiel n'est d'ailleurs sans doute pas seulement financier. Il s'agit de véritables politiques de l'emploi, de construction de logements, d'accès à la santé, et en particulier d'une vraie réforme de l'éducation.

Louis Maurin, Valérie Schneider et Nina Schmidt

« La pauvreté en France », Note de l'Observatoire, n°1, octobre 2013.

## Les notes de l'Observatoire

Cette note sur la pauvreté inaugure une nouvelle série de notes d'information. Celles-ci regroupent dans un ensemble des éléments publiés sur [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr). Elles visent à fournir aux citoyens des informations qui leur permettent une approche globale d'un sujet donné.

*Toute reproduction est interdite sans l'accord des auteurs.*

## Comment mesurer la pauvreté ?

*Un individu est considéré comme pauvre quand son niveau de vie (après impôts et prestations sociales) est inférieur au seuil de pauvreté. Il existe trois façons différentes de mesurer la pauvreté, mais il n'y a pas de norme objective.*

### La mesure relative

Jusqu'à récemment, on considérait comme pauvre toute personne vivant avec la moitié du revenu médian (après impôts et prestations sociales), revenu qui partage l'effectif des ménages en deux (autant gagne plus, autant gagne moins). Cette mesure est dite « relative » car la pauvreté est mesurée par rapport au revenu médian. Souvent on utilise



l'expression du seuil à 50 %. Mais la France est passée à une définition plus extensive, souvent utilisée par les institutions européennes : le seuil est fixé à 60 % du revenu médian.

Aucun seuil n'est plus juste ou plus objectif que l'autre. On pourrait aussi utiliser un seuil à 40 %, proche de la grande pauvreté. Mais le choix des seuils a un impact considérable sur l'amplitude de la population que l'on étudie : en 2011, 4,9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté à 50 % ou 8,8 millions sous celui à 60 %... Dans un cas et dans l'autre, on ne parle pas de la même chose. La seconde définition est beaucoup plus étendue : pour certains, c'est une bonne façon de frapper l'opinion, pour d'autres, on rassemble des populations qui vivent dans des conditions très différentes.

### La pauvreté relative, ça va de soi ?

En Europe, la mesure de la pauvreté est relative. Une personne est pauvre en fonction du revenu médian : on est pauvre parce qu'on n'accède pas à la norme de consommation en vigueur dans la société. Plus la société s'enrichit, plus le seuil de pauvreté s'élève.

La mesure relative a beaucoup d'avantages. Elle est simple, facilement actualisable, stable dans le temps et ne repose pas sur des normes subjectives de consommation. Elle a aussi des inconvénients. Elle ne précise pas de quoi les pauvres sont exclus, ce qui autorise toutes les interprétations et le choix de seuils qui peuvent paraître exagérés. Elle ne tient pas compte de la valeur des biens que l'on peut juger essentiels, comme le logement, qui pèse lourdement sur le budget des plus démunis. Enfin, si le seuil augmente avec le niveau de vie médian, il baisse quand celui-ci se réduit. Ce qui est le cas depuis 2009. La crise a fait baisser le seuil de pauvreté. Une partie des personnes, comptabilisées comme pauvres en 2009, ne le sont plus alors que leurs revenus n'ont pas évolué. Le seuil de pauvreté peut aussi être déterminé en fonction de la valeur d'un ensemble de biens et de services jugés indispensables, comme aux Etats-Unis. On parle alors de pauvreté "absolue".

### Les titulaires de minima sociaux

On peut aussi mesurer le nombre de pauvres à partir de celui des titulaires de minima sociaux. On comptabilise alors les personnes « reconnues » comme démunies au sein de la société par l'administration. Au total, un peu plus de 3,7 millions de personnes étaient allocataires de l'un des neuf dispositifs de minima sociaux en 2011<sup>1</sup>. En comptabilisant les ayants droits (conjoints, enfants...), plus de 6 millions d'individus vivent d'une allocation de ce dispositif. La difficulté, c'est que le nombre de pauvres évolue en fonction de la législation : une règle durcissant l'accès au Revenu de

solidarité active (RSA) fait baisser le nombre de titulaires, mais pas forcément celui des pauvres. Et inversement : la création du RMI en 1989 a fait « apparaître » au grand jour une pauvreté qui n'était pas comptabilisée auparavant...

### La pauvreté en conditions de vie

Les mesures précédentes ne reposent que sur des critères monétaires ou administratifs. Or, la conséquence de la pauvreté, c'est l'exclusion de certaines pratiques, certaines consommations. Pour mieux comprendre le phénomène de l'intérieur, l'Insee a mesuré les privations dont souffre une partie de la population, ce que les chercheurs appellent « la pauvreté en conditions de vie ». L'institut établit une longue liste et pose la question aux ménages : « Pouvez-vous chauffer votre logement ? Recevoir des amis ? Remplacer les meubles ? » etc. Ainsi, en France, en 2006, 6,8 % des ménages n'avaient pas les moyens de maintenir leur logement à la bonne température, 2,9 % indiquaient ne pas avoir fait de repas complets pendant au moins une journée au cours des deux dernières semaines, etc. On peut calculer un taux de pauvreté en estimant que si une personne ne répond pas à un certain nombre de critères, elle est pauvre. En 2006, si on considérait un ménage cumulant 8 difficultés sur 27 comme pauvre, on obtenait un taux de pauvreté en conditions de vie de 12,7 %. Mais cet indicateur dépend de façon très forte des critères utilisés. La pauvreté est relative au niveau de vie de l'ensemble de la société. Les catégories sociales défavorisées vivent loin de la norme de la société de consommation française de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Dans l'un des pays les plus riches au monde, 32,3 % des ménages ne peuvent se payer une semaine de vacances une fois par an, 32,6 % n'ont pas les moyens de remplacer des meubles, 10 % de recevoir des amis ou de la famille.

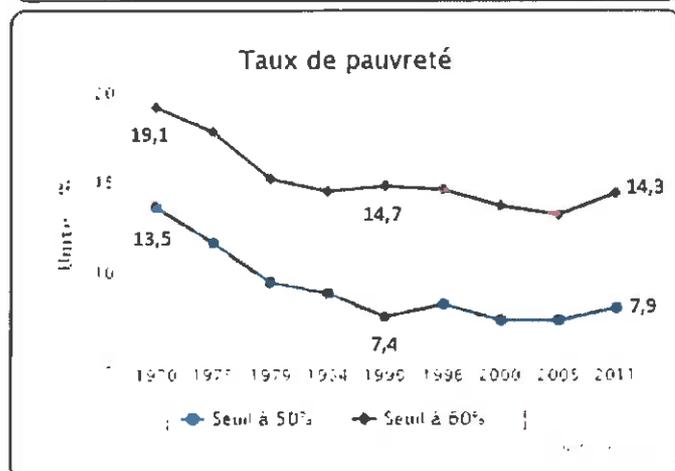
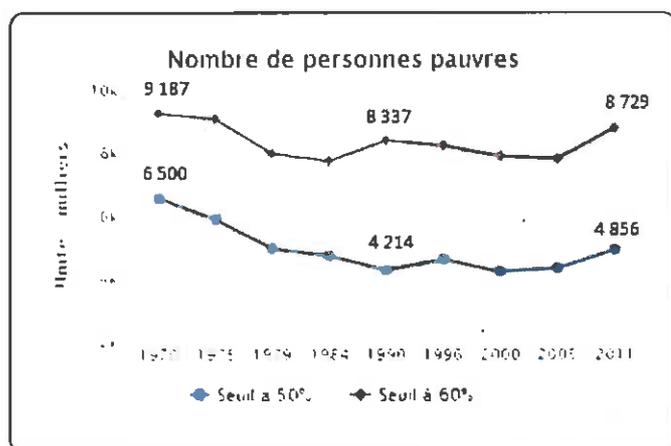
## L'état des lieux

*Depuis le milieu des années 2000, la pauvreté augmente quel que soit le seuil considéré. Un changement historique.*

La France comptait 4,9 millions de pauvres en 2011 si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 8,8 millions si l'on utilise le seuil à 60 %. Dans le premier cas, le taux de pauvreté est de 7,9 %, dans le second de 14,3 %. En 2011, le seuil de pauvreté situé à 60 % du revenu médian, pour une personne seule, est de 977 euros mensuels, celui à 50 % de 814 euros. Si l'on considère les différents types de ménage, un couple sans enfant est considéré comme pauvre si ses ressources ne dépassent pas 1 466 euros (seuil à 60 %) ou 1 221 euros (seuil à 50 %), un couple avec deux enfants en bas âge, 2 052 euros (seuil à 60 %) ou 1 709 euros (seuil à 50 %), une famille monoparentale avec un enfant de moins de 14 ans, 1 270 euros (seuil à 60 %) ou 1 058 euros (seuil à 50 %).

<sup>1</sup> Revenu de solidarité active sociale, allocation aux adultes handicapés, allocation supplémentaire d'invalidité (personnes âgées), allocation de solidarité spécifique, allocation d'insertion ou allocation temporaire d'attente, allocation équivalent retraite, minimum vieillesse, allocation veuvage, Revenu de solidarité (minimum social spécifique aux Dom).

La pauvreté a baissé des années 1970 au milieu des années 1990. Elle est ensuite restée plutôt stable jusqu'au début des années 2000. Entre 2002 et 2011, le nombre de personnes pauvres au seuil de 50 % a augmenté de 1,1 million (+ 30 %) et le nombre au seuil de 60 % a progressé de 1,2 million (+ 16 %). Les taux sont passés respectivement de 6,5 à 7,9 % et de 12,9 à 14,3 %. Le mouvement de hausse est de plus en plus net. Il constitue un tournant dans l'histoire sociale de notre pays depuis les années 1960. La dégradation économique enregistrée depuis 2008 pèse tout particulièrement sur les moins favorisés. Pour la seule période de 2008 à 2011, le nombre de pauvres au seuil de 50 % a augmenté de 584 000 et de 893 000 si l'on considère le seuil à 60 %. Sur cette même période, le taux à 50 % est passé de 7,1 à 7,9 %, celui à 60 % de 13 à 14,3 %.



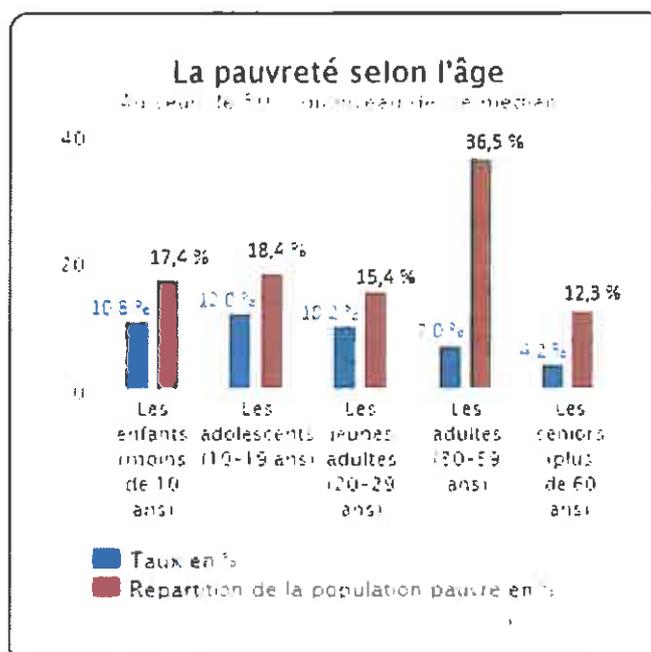
## Les minima sociaux

En décembre 2012, 1,6 million de personnes percevaient le Revenu de solidarité active, contre 1,5 million en décembre 2009. Cette tendance est très fortement liée à la croissance de l'activité et à la conjoncture de l'emploi, très dégradées depuis 2009 avec la crise financière et économique. Au total, le nombre d'allocataires de minima sociaux s'établissait en 2011 autour de 3,7 millions contre 3,2 millions en 2000. En comptabilisant les ayants droits (conjoint, enfants...), plus de 6 millions d'individus vivent d'une allocation de ce dispositif.

## Qui sont les pauvres ?

*La pauvreté ne frappe pas au hasard. Portrait d'une population démunie.*

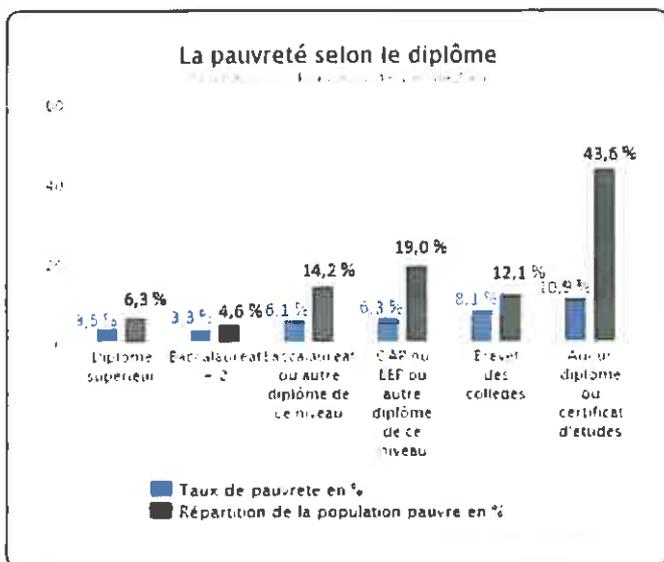
**La moitié des personnes pauvres ont moins de 30 ans**  
La pauvreté touche en premier lieu les enfants, les adolescents et les jeunes adultes (20-29 ans) dont plus d'un sur dix est pauvre. Parmi les 4,7 millions de pauvres au seuil de 50 % du niveau de vie médian, 1,7 million (plus du tiers du total) sont des enfants et des adolescents. La notion « d'enfants pauvres » cache la pauvreté des parents. Ils le sont parce que leurs parents disposent de revenus insuffisants, notamment du fait du chômage, des bas salaires et du morcellement des temps de travail (temps partiel, intérim, CDD, etc.). Les plus de 60 ans sont moins souvent concernés. 4 % d'entre eux sont pauvres. Ce qui ne signifie pas pour autant que leur situation soit moins grave : une partie de ces personnes, notamment en milieu rural, survivent avec de très bas revenus. Sans compter qu'il est très peu probable que leur situation évolue, alors que les plus jeunes peuvent toujours espérer un avenir meilleur.





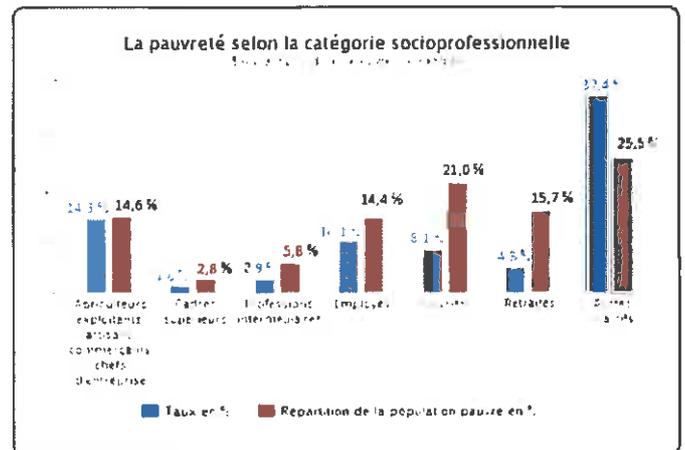
## Les non-diplômés sont plus souvent pauvres

En France, le diplôme joue un rôle particulier pour l'accès à l'emploi, et ne pas arriver à décrocher un titre scolaire est un lourd handicap. Le taux de pauvreté au seuil de 50 % du revenu médian des personnes sans diplôme est de 10,9 %, contre 3,3 % pour les bac +2, trois fois moins. Au total, 43,6 % des pauvres n'ont aucun diplôme, 4,6 % disposent au moins du niveau bac +2. On notera que le taux de pauvreté des diplômés d'un niveau supérieur à bac +2 est plus élevé que celui des bac +2. Une partie des jeunes qui sortent des filières généralistes de l'université ont des difficultés à s'insérer dans le monde du travail. Encore faut-il bien mesurer l'ampleur du phénomène : 222 000 personnes sont dans ce cas, contre plus d'1,5 million de non diplômés. L'une des difficultés de la France est la faiblesse de la formation professionnelle : peu de ceux qui sortent avec un bas niveau de qualification auront le droit à une « deuxième chance », qu'il s'agisse des salariés peu qualifiés ou des chômeurs.



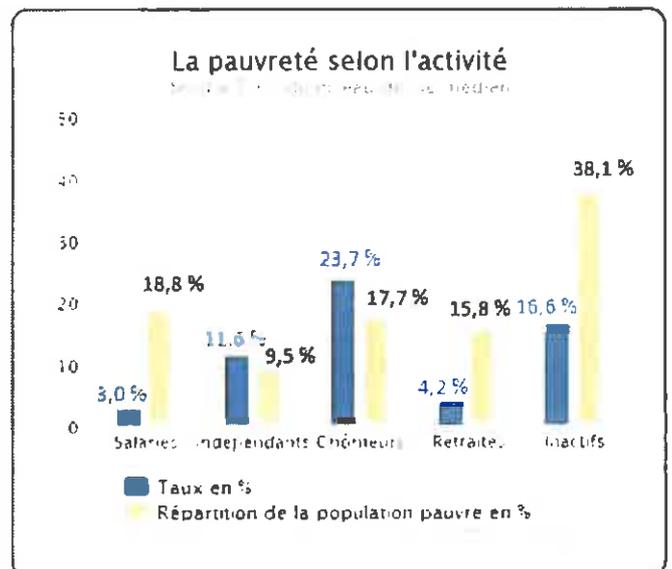
## Les catégories sociales inégales face à la pauvreté

Le taux de pauvreté, au seuil de 50 % du niveau de vie médian, est de 8,1 % chez les ouvriers, 10,1 % chez les employés contre 1,6 % chez les cadres supérieurs. 37,4 % des inactifs non retraités sont pauvres. Contrairement à une thèse répandue, la pauvreté ne frappe pas au hasard. Les personnes les plus démunies sont d'abord les moins qualifiées, qui ont le plus de difficultés à s'intégrer dans l'emploi. Il peut aussi s'agir de contraintes familiales : l'absence de modes de garde, des faibles salaires, le temps partiel contraint, font basculer dans la pauvreté une part importante de familles et en particulier des familles monoparentales (composées le plus souvent d'une femme et de ses enfants).



## Ne pas avoir d'emploi fragilise

Compte tenu des faibles indemnités versées aux demandeurs d'emploi, en particulier aux jeunes et à ceux en fin de droits, le taux de pauvreté à 50 % du revenu médian atteint 23,7 % chez les chômeurs. Il est de 16,6 % chez les inactifs - presque le double du taux moyen (8 %) - mais aussi de 11,6 % chez les indépendants. Inactifs et chômeurs forment à eux seuls la moitié de la population démunie.



## Travailler et être pauvre

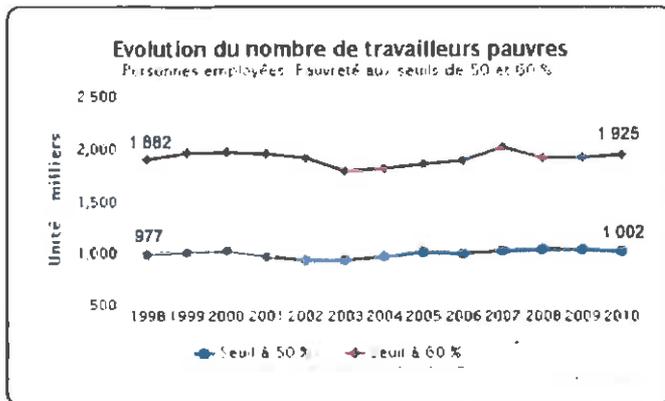
On compte entre un et deux millions de travailleurs pauvres en France selon les définitions.

Un million de personnes exercent un emploi mais disposent, après avoir comptabilisé les prestations sociales (primes pour l'emploi, allocations logement, etc.) ou intégré les revenus de leur conjoint, d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, fixé à la moitié du revenu médian. Elles sont 1,9 million si l'on prend en compte le seuil à 60 %. Le nombre de travailleurs pauvres a augmenté entre 2003 et 2010 de 154 000 au seuil de 60 % du revenu médian, de 83 000 personnes au seuil de 50 %. Il est d'ailleurs possible que ces chiffres aient progressé avec l'accentuation de la crise. Même en utilisant la



définition la plus restrictive, on compte presque deux millions de personnes qui vivent avec environ 800 euros par mois (données 2010).

L'existence de travailleurs pauvres résulte de plusieurs facteurs. D'abord, de la faiblesse des salaires dans de très nombreux secteurs et notamment du niveau du salaire minimum. Ensuite du temps partiel, qui réduit en proportion les niveaux de vie. Enfin, du fractionnement des emplois : petits boulots, alternances de phases d'emploi et de chômage ou d'inactivité.



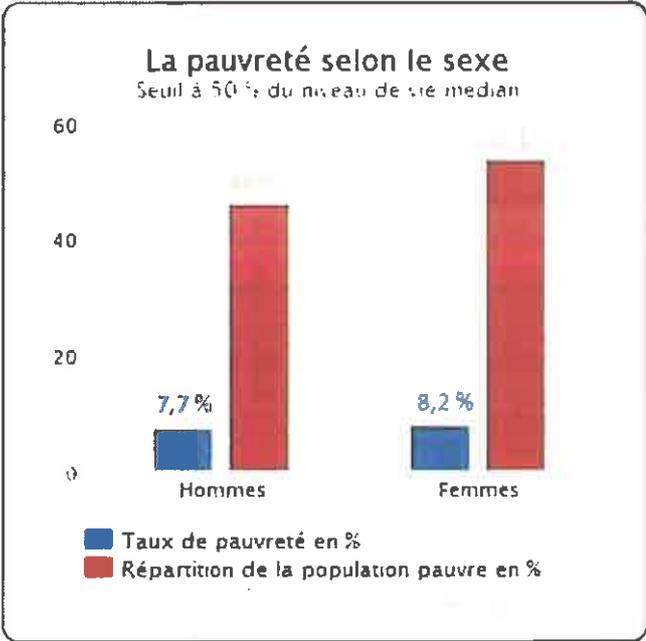
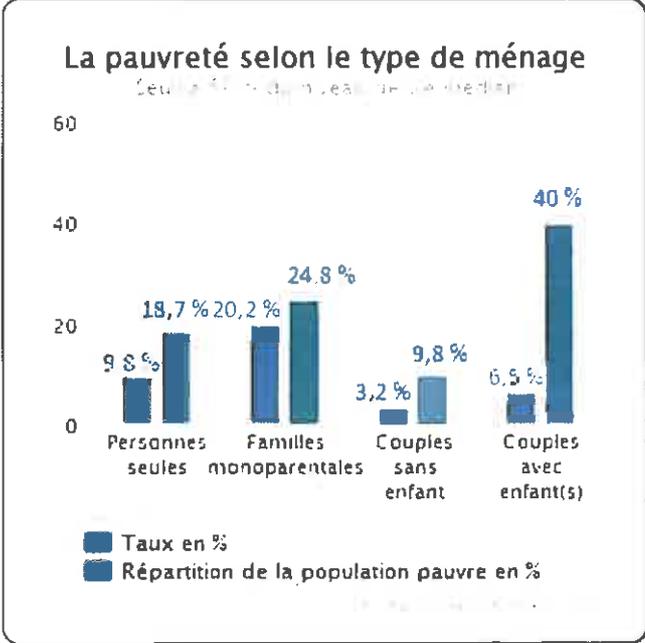
### La population pauvre est aussi un peu plus souvent féminine et vit au sein d'une famille monoparentale

Les femmes (tous âges confondus) sont 2,6 millions à être pauvres au seuil à 50 % du niveau de vie médian, soit tout de même 300 000 de plus que les hommes. Elles représentent 53 % de la population pauvre. Une partie d'entre elles sont des femmes à la tête d'une famille monoparentale. Un million de personnes vivant dans ce type de famille sont pauvres avec un taux de pauvreté de 20,2 %. 3,2 % de personnes qui vivent au sein d'un couple sans enfant sont pauvres, mais c'est le cas d'une personne seule sur dix. Les couples avec enfants sont moins souvent pauvres (6,5 %), mais ils sont très nombreux (1,9 million) et représentent 40 % des personnes pauvres.

### Etrangers et immigrés : 28,5 % de pauvres

La pauvreté frappe très lourdement les personnes d'origine étrangère. Malheureusement, on ne dispose pas de données récentes et les données 2008 portent uniquement sur le seuil de 60 % du niveau de vie médian. Sur ces bases, 28,5 % des immigrés sont pauvres, contre 14,1 % pour l'ensemble de la population. Leur taux de pauvreté était 2,2 fois supérieur à la moyenne.

6





## Où vivent les pauvres ?

*La pauvreté est surtout présente en proche banlieue des grandes villes.*

Contrairement à une thèse répandue selon laquelle la France paupérisée se situerait dans le périurbain lointain ou dans les campagnes, elle est surtout présente en ville. Mais il est vrai que l'unité urbaine comprend des communes et des quartiers très différents (centre-ville, banlieue proche ou plus lointaine, etc.), que ne peuvent faire apparaître ces chiffres. Souvent, les pauvres n'ont plus les moyens de se loger au cœur embourgeoisé de la plupart des villes de France<sup>2</sup>. On trouve les quartiers les plus précaires d'habitat social en banlieue, plus ou moins proches du centre en fonction de la taille de la ville, puis des banlieues très inégales, plus ou moins favorisées et enfin une baisse du revenu dans les campagnes éloignées.

57 % des personnes pauvres vivent dans les grandes villes (plus de 50 000 habitants), mais le taux de pauvreté est le plus élevé (18 %) dans celles de 100 à 200 000 habitants, selon les données 2010 de l'Insee<sup>3</sup>. 16 % de l'ensemble des personnes pauvres habitent dans l'agglomération parisienne et 26 % dans les autres agglomérations de plus de 200 000 habitants, soit 42 % du total. En tout, 1,3 million de personnes démunies vivent dans l'agglomération parisienne, soit un taux de 13,3 %<sup>4</sup>, légèrement inférieur à la moyenne du pays. Ce chiffre masque des contrastes importants entre les territoires de cette gigantesque agglomération qui concentre l'extrême richesse et la plus grande pauvreté, des Hauts-de-Seine à la Seine-Saint-Denis. Les autres agglomérations de 200 000 habitants ou plus concentrent un quart des personnes pauvres, soit 2,2 millions de personnes. Comme en Île-de-France, l'effet « explosion des prix des loyers » joue et empêche une partie des populations les plus démunies de se loger, notamment au cœur des villes, et les contrastes sont marqués entre les différentes parties de ces territoires.

Ensuite, plus on se dirige vers des petites unités urbaines, plus le taux de pauvreté diminue. Au total, 1,8 million de personnes pauvres vivent dans des communes rurales, mais le taux de pauvreté n'y est que de 12,5 %.

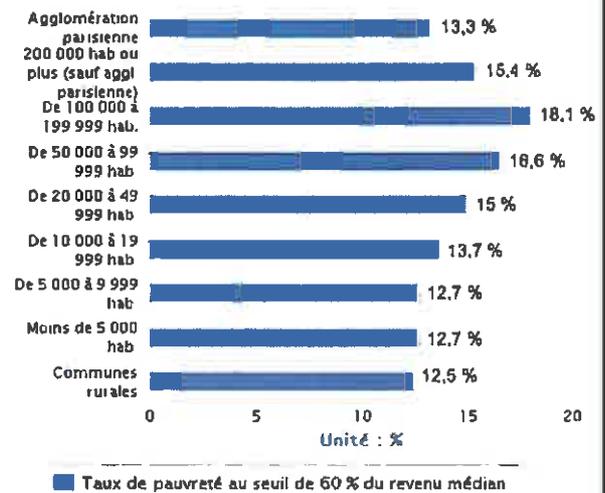
<sup>2</sup> Ce n'est pas toujours le cas, comme le montre l'exemple marseillais.

<sup>3</sup> Le seuil utilisé correspond à 60 % du niveau de vie médian, soit 977 euros mensuels.

<sup>4</sup> Soit : 13,3 % des franciliens sont pauvres (taux de pauvreté), à ne pas confondre avec 16 % des pauvres vivent à Paris (la répartition de la population pauvre).

### Taux de pauvreté

En fonction de la taille de l'unité urbaine



## La misère persiste en France

*Dans l'un des pays les plus riches au monde, des dizaines de milliers de personnes vivent dans la misère, dans des conditions de vie parfois peu éloignées de celles des pays en développement, bien loin en revanche de la société de consommation.*

Deux millions de personnes vivent aujourd'hui en France avec au maximum 645 euros par mois pour une personne seule, ou 960 euros pour deux, après prestations sociales, selon l'Insee (données 2009). Ces chiffres correspondent au seuil de pauvreté à 40 % du niveau de vie médian, c'est-à-dire un niveau de grande pauvreté. Pour ces personnes, il est quasiment impossible de se loger sans compter sur l'aide d'autrui, parents ou amis.

3,6 millions de personnes sont mal-logées selon la Fondation Abbé Pierre, parmi lesquelles 685 116 sont privées de domicile personnel, dont la majorité, 411 000 sont hébergées chez un tiers. 2,8 millions de personnes vivent dans des conditions de logement très difficiles, insalubres ou surpeuplés.

La France compte 140 000 sans domicile, selon une évaluation réalisée par l'Insee dans les centres d'hébergement en 2012. Parmi eux, 110 000 habitent des villes de plus de 20 000 habitants (dont 30 000 enfants), 8 000 des communes de moins de 20 000 habitants et 22 500 sont des demandeurs d'asile qui vivent dans des centres d'accueil. Les sans domicile sont en majorité des étrangers (notamment des demandeurs d'asile qui ne disposent pas d'autorisation de travail), plus souvent des hommes (on compte 20 % de femmes), des



personnes seules, et des jeunes (un quart a entre 18 et 29 ans). Il s'agit aussi pour une part importante de Français marginalisés du fait de leur faible qualification, de difficultés personnelles ou de santé notamment. Il faut noter qu'un quart des sans domicile (35 000 personnes) occupe un emploi dont les revenus sont insuffisants pour obtenir un logement.

Selon l'Insee, le nombre de sans domicile a très fortement augmenté entre 2001 et 2012 : + 44 %. Il faut utiliser ces données avec précaution compte tenu du public recensé et de la méthode utilisée. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette progression. Le durcissement des politiques de lutte contre les sans-papiers ont rendu encore plus difficile le logement des demandeurs d'asile. L'élévation du prix des logements (et l'ampleur des garanties locatives demandées) empêche une partie des jeunes en difficulté d'accéder à un toit, ceci dans un contexte de forte progression du chômage qui pèse sur leurs revenus.

3,5 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire (sous la forme de colis, bons, repas...) et 1,8 million de personnes indiquent ne pas avoir pris de repas complet au moins une journée au cours des deux dernières semaines, selon l'Insee (données 2006).

## La pauvreté en Europe



84 millions d'Européens vivent sous le seuil de pauvreté. La crise concerne en particulier les pays méditerranéens.

### Taux de pauvreté

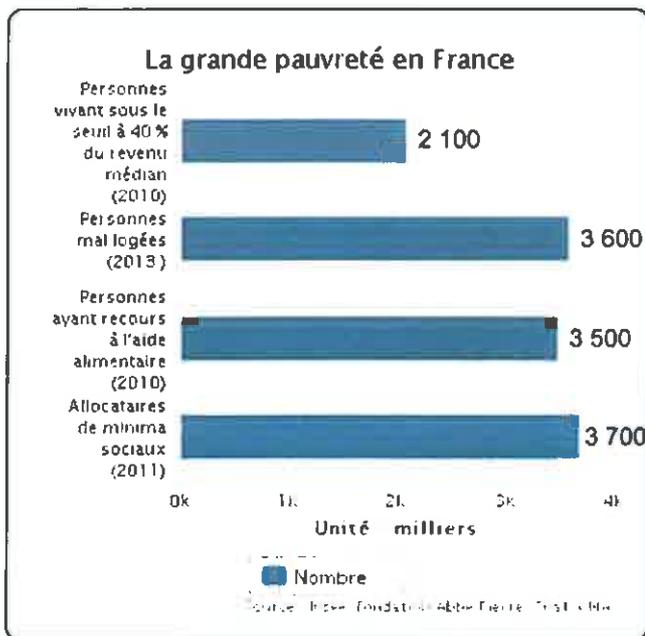
En 2010, 16,9 % des Européens, soit 84 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté, si l'on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian national (voir notre avertissement ci-dessous). La Norvège (10,5 %), les Pays-Bas (11 %), l'Autriche (12,6 %) font partie des pays où la pauvreté est la plus faible. Avec un taux à 14 %, le niveau de pauvreté en France est également parmi les plus bas d'Europe. Les taux les plus élevés, supérieurs à 20 %, sont observés en Espagne (21,8 %) et en Grèce (21,4 %). L'Italie affiche également un fort taux de pauvreté à 19,6 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes. En prenant en compte les seuils à 40 et 50 % du revenu médian national, les hiérarchies et les écarts entre les pays sont modifiés.

Au seuil de 40 % (grande pauvreté), 5,7 % de personnes sont touchées en Europe. Le taux de pauvreté du Danemark (4,9 %) est très proche de celui du Royaume-Uni (5 %) : en proportion, il y a donc autant de « grande pauvreté » dans les deux pays. L'Espagne affiche le taux le plus élevé d'Europe (10,1 %) tandis que le taux français (3,1 %), un des plus faibles, se situe entre l'Autriche (3 %) et la Norvège (3,4 %).

Au seuil de 50 %, l'Espagne (15,2 %) et la Grèce (14,2 %) font partie des pays où la pauvreté est la plus élevée. La Pologne (10,5 %) et l'Allemagne (9,7 %) sont proches de la moyenne européenne (10,3 %), tandis que le taux français (7,1 %) est équivalent à celui observé au Danemark (7,5 %). Les niveaux affichés les plus faibles à ce seuil sont aux Pays-Bas (5,2 %) et en Norvège (5,7 %).

### Avertissement

Le seuil retenu n'est pas le revenu médian européen mais le revenu médian de chaque pays. En 2010, le Royaume-Uni enregistrait 16,2 % de pauvres au seuil de 60 % du revenu médian contre 21,8 % en Espagne. Mais le seuil de pauvreté britannique est beaucoup plus élevé que le seuil espagnol si l'on considère cette donnée en valeur absolue : il était estimé à 860 euros par mois au Royaume-Uni contre 645 euros en Espagne.





## Seuil de pauvreté

En 2010, le seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian par mois et par personne était de 1 013 euros par mois en Autriche contre 178 euros en Roumanie. Il était de 912 euros en Allemagne, de 574 euros en Grèce, soit près de deux fois moins. Pour mesurer la pauvreté en Europe, on n'utilise pas un seuil identique dans tous les pays, mais un seuil par pays, calculé en proportion du revenu médian. Le plus souvent, c'est le seuil à 60 % du revenu médian qui est utilisé. Les seuils varient donc en fonction du niveau de vie de chaque pays et ils sont calculés en parité du pouvoir d'achat<sup>5</sup> : ils prennent en compte les différences de niveaux de vie entre les pays. Le Royaume-Uni par exemple enregistre 16,2 % de pauvres au seuil de 60 % du revenu médian et le seuil de pauvreté est de 860 euros par mois et par personne contre 178 euros en Roumanie qui compte, à ce seuil, 22,2 % de pauvres. Le seuil de pauvreté britannique est près de 5 fois plus élevé qu'en Roumanie...

Outre le Luxembourg, avec un seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian de 1 333 euros, le seuil le plus élevé est le seuil norvégien (1 210 euros par mois) devant l'Autriche (1 013 euros). Le seuil de pauvreté français est parmi les plus élevés avec 903 euros par mois et par personne tandis que le seuil de pauvreté roumain (178 euros) est le plus bas d'Europe. Si l'on considère la grande pauvreté (seuil à 40 % du revenu médian), la Roumanie avec 119 euros mensuels pour une personne, la Bulgarie (190 euros) et la Hongrie (234 euros) font partie des pays européens où les individus sont les plus modestes. A l'opposé, ce seuil est le plus élevé en Norvège (807 euros), en Autriche (675 euros) et aux Pays-Bas (625 euros). En 2010, la France, avec 602 euros, se situe devant le Royaume-Uni (573 euros) et juste derrière l'Allemagne qui affiche un seuil de 608 euros.



**Soutenez l'Observatoire des Inégalités**

**FAITES UN DON >>**

## Les notes de l'Observatoire

Une publication de l'Observatoire des inégalités  
[www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)

**Directeur de la publication :** Noam Leandri

**Rédacteur en chef :** Louis Maurin

**Auteurs :** Louis Maurin, Valérie Schneider, Nina Schmidt.

Contact : 02 47 44 63 08 - [contacts@inegalites.fr](mailto:contacts@inegalites.fr)

© Tous droits réservés - Observatoire des inégalités  
4, allée du Plessis – 37000 Tours

Issn en cours

<sup>5</sup> La parité du pouvoir d'achat est un calcul permettant de prendre en compte le coût de la vie au sein de chaque pays. Cela permet par exemple d'intégrer les différences par rapport au coût du logement : on ne peut prétendre à la même surface au Royaume-Uni et en Roumanie avec 300 euros par mois.

# LA PAUVRETÉ N'EST PAS UNE FATALITÉ <sup>10</sup>

*The Economist* | Londres

DOCUMENT n° 3

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR FRANCOIS BOISIVON

## Problèmes économiques

*> En l'espace de vingt ans, la pauvreté a été réduite de moitié. En 1990, 43 % de la population des pays en développement (PED) disposaient de moins d'un dollar par jour pour leur subsistance. Deux décennies plus tard, ils ne sont plus que 21 % dans ce cas, le seuil de pauvreté ayant été entre-temps relevé à 1,25 dollar par jour. Désormais, les Nations unies se sont fixées comme objectif d'éradiquer l'extrême pauvreté en 2030. Mais est-il réaliste d'imaginer que le monde puisse en finir avec ce fléau dans un laps de temps aussi court ? Pour ce faire, il faudrait, selon les économistes spécialistes de cette question, que le rythme annuel de réduction de la pauvreté se maintienne à environ 1 %, comme ce fut le cas entre 1990 et 2010. Conserver un tel rythme ne sera pas facile mais l'objectif reste atteignable. Au cours des dernières années, les organisations internationales et les gouvernements n'ont pas seulement réussi à réduire de façon très importante la pauvreté, ils ont également mieux appris à la combattre.*

## L'extrême pauvreté réduite de moitié

En septembre 2000, 147 chefs d'États et de gouvernements s'engageaient, en se fixant comme référence le taux de pauvreté calculé en 1990, à réduire de moitié avant 2015 le nombre de personnes vivant dans la misère. C'était la première d'une série de nobles promesses, qui ont été consacrées par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies. Beaucoup de ces promesses n'ont pas été tenues – la mortalité maternelle devait être réduite des trois quarts et la mortalité infantile des deux tiers, et ni l'une ni l'autre n'ont malheureusement diminué dans ces proportions. En revanche la pauvreté a bien été divisée par deux, cinq ans avant le terme fixé.

En 1990, 43 % de la population des pays en développement (PED) vivaient dans l'extrême pauvreté (ou, pour le dire en chiffres, disposaient de moins d'un dollar par jour pour leur subsistance) ; ils représentaient, en valeur absolue, 1,9 milliard de personnes. En 2000, ils n'étaient plus qu'un tiers de la population de ces pays et, en 2010, 21 % (soit 1,2 milliard d'humains, le seuil de pauvreté ayant été relevé à 1,25 dollar par jour, soit le seuil moyen des quinze pays les plus pauvres, calculé sur



les prix de 2005, corrigés des différences de pouvoir d'achat). Le taux de pauvreté mondial a donc été réduit de moitié en vingt ans.

*“Le taux de pauvreté mondial a donc été réduit de moitié en vingt ans.”*

Une question survient immédiatement : si l'extrême pauvreté a pu être divisée par deux au cours des vingt dernières années, pourquoi ne pourrait-on faire disparaître l'autre moitié au bout des vingt prochaines ? Si un taux de 21 % fut possible en 2010, pourquoi 1 % ne serait pas envisageable en 2030 ?

Effectivement. À Washington, lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion d'une réunion des institutions financières internationales, en avril 2013, le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a griffonné sur une feuille de papier le nombre 2030 et, le brandissant devant les journalistes, a lancé : « La voici, la date à laquelle nous devons en avoir fini de la pauvreté dans le monde ! ». Il reprenait des propos tenus en février 2013 par Barack Obama, qui avait affirmé : « Les États-Unis, se joindront à leurs alliés pour éradiquer l'extrême pauvreté au cours des vingt prochaines années ».

L'objectif ainsi formulé a fait fin mai 2013 un premier pas vers son adoption officielle comme priorité à l'échelle mondiale. Les présidents indonésien et libérien ainsi que le Premier ministre britannique ont présenté conjointement aux Nations unies une liste des objectifs du millénaire après 2015, en tête de laquelle figure l'engagement de mettre fin d'ici 2030 à l'extrême pauvreté.

La définition même de la pauvreté et les instruments pour la mesurer font débat. Mais quels que soient les critères d'évaluation, ce serait une éclatante victoire si plus personne ne vivait sous le seuil de 1,25 dollar quotidien. Tout au long de l'histoire, l'humanité a enduré la misère. Le pasteur anglais Thomas Malthus, fondateur de la science démographique, écrivait, en 1798, qu'il était impossible que « les gens n'aient pas le constant souci de leur

subsistance et de celle de leur famille », et qu'« aucune société n'était capable d'éviter les attaques presque sans répit de l'indigence contre une grande part de l'humanité ». Dans la plupart des pays, la misère n'a pas seulement constitué un problème, mais un fait incontournable et immuable.

Pour les dirigeants politiques, qui l'ont tant de fois promise mais n'y sont jamais parvenus, l'éradication de l'extrême pauvreté serait également une réussite sans précédent. « Nous avons cette année la possibilité de renvoyer la pauvreté dans les livres d'histoire », disait Tony Blair, le Premier ministre britannique, en 2005. Trois ans plus tôt, Thabo Mbeki, le président sud-africain, estimait que « pour la première fois dans l'histoire des hommes, la société [avait] la faculté, les connaissances et les moyens d'éradiquer la pauvreté ». Remontons un peu plus loin dans le temps : « Pour la première fois dans notre histoire, semble avoir soufflé Lyndon Johnson à Thabo Mbeki, il est possible de vaincre la pauvreté ». C'était en 1964. Beaucoup de choses devront changer pour que la feuille de papier brandi par J.K. Kim n'aille pas rejoindre le magasin des promesses non tenues.

À quel point, donc, est-il réaliste de penser que le monde peut, en une génération, mettre fin à l'extrême pauvreté ? Pour que l'objectif soit rempli, il faudrait que le rythme annuel de réduction de la pauvreté, d'environ 1 % sur la période 1990-2010, se maintienne. Ce sera difficile, le sauvetage du second milliard s'avérant plus délicat que celui du premier, mais c'est possible. Le monde n'a pas seulement réduit considérablement la pauvreté, il a aussi appris comment s'y prendre. Et si la misère ne peut pas être totalement éliminée, elle peut du moins, si certaines choses se passent bien, être considérablement atténuée.

## **La croissance fait chuter la pauvreté**

Sur la période 1990-2010, la croissance a servi de moteur à la réduction de la pauvreté. Au cours des dix années passées, les PED ont accru leur produit intérieur brut (PIB) d'environ 6 % par an – soit 1,5 point de plus que sur la période 1960-1990. Et ce malgré la pire crise

12

économique que le monde ait connu depuis les années 1930. Les trois grandes régions qui comptaient le plus de pauvres ont toutes enregistré de forts gains de croissance après la récession : 8 % par an en Asie de l'Est, 7 % en Asie du Sud, 5 % en Afrique. Grossièrement, chaque point d'augmentation du PIB réduit la pauvreté d'environ 1,7 %.

Le PIB n'est pas toutefois la meilleure mesure du niveau de vie et de la réduction de la pauvreté. La consommation des ménages, évaluée par des enquêtes, en restitue une image plus précise. Martin Ravallion, qui a longtemps travaillé à la Banque mondiale, dont il était, récemment encore, le chef économiste, a compilé 900 de ces enquêtes, réalisées dans 125 pays en développement. Elles montrent, a-t-il calculé, que la consommation dans ces pays a augmenté d'un peu moins de 2 % par an depuis 1980, avec un bond en l'an 2000, à partir duquel elle passe d'un taux de croissance de 0,9 % l'an à 4,3 %.

La croissance ne suffit pas à éloigner la pauvreté. La distribution du revenu compte aussi. On estime que la diminution de la pauvreté est d'une façon générale imputable pour les deux tiers à la croissance et pour un tiers à la réduction des inégalités. La misère recule plus vite dans les pays plus égalitaires. Selon les évaluations de M. Ravallion, un point d'augmentation du revenu réduit de 0,6 % la pauvreté dans les pays les plus inégalitaires et de 4,3 % dans les pays les plus égalitaires.

*“Entre 1981 et 2010, la Chine a sorti 680 millions de personnes de la pauvreté.”*

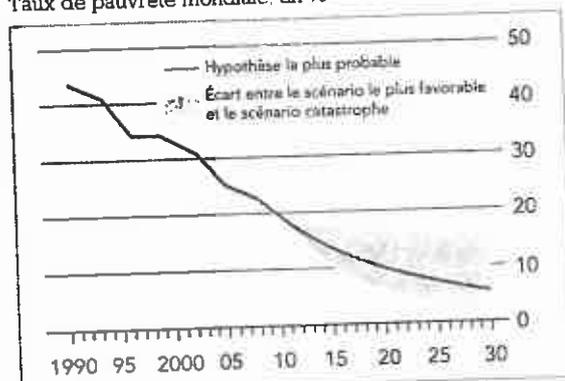
C'est en Chine, où la population pauvre était en 1980 la plus importante, que l'indigence a le plus nettement régressé. Les inégalités s'y sont considérablement développées, mais la croissance a augmenté plus rapidement encore. Entre 1981 et 2010, la Chine a sorti 680 millions de personnes de la pauvreté – soit plus que la population totale de l'Amérique latine : un chiffre stupéfiant. Ce faisant, le taux de pauvreté y est tombé de 84 % en 1980 à environ 10 % actuellement. À elle seule, la Chine représente près des trois quarts du recul

mondial de l'extrême pauvreté au cours des trente dernières années.

On se rend moins souvent compte, en revanche, que l'histoire récente de la réduction de la pauvreté ne s'est pas toujours écrite en Chine. Entre 1981 et 2000, la croissance dans les PED hors l'empire du Milieu a été de 0,6 % par an. Entre 2000 et 2010, elle monte à 3,8 % – suivant une évolution similaire au taux Chine comprise. M. Ravallion évalue l'accélération de la croissance hors la Chine depuis 2000 à une diminution du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté de l'ordre de 280 millions.

### 1. Doit-on déjà crier victoire ?

Taux de pauvreté mondiale, en %



Source : Laurence Chandy, Natasha Ledie et Veronika Panciakova.

### Peut-on, à ce rythme, éradiquer la misère d'ici 2030 ?

Pour maintenir le taux de réduction de la pauvreté, la croissance devra conserver un rythme équivalent à celui qui est actuellement le sien. La plupart des prévisionnistes pensent que c'est possible, bien que les problèmes que rencontre l'Europe puissent avoir des retombées négatives sur l'économie mondiale. Si les prévisions à long terme ne sont cependant guère fiables, deux tendances générales permettent un certain optimisme. D'une part, les PED à croissance rapide commercent de plus en plus les uns avec les autres, ce qui les rend plus résistants qu'auparavant aux chocs en provenance des pays avancés. D'autre part, les deux régions du monde où se concentrent le plus grand nombre de pauvres, l'Inde et l'Afrique, voient aujourd'hui leur population active augmenter

13

par rapport à la population infantile ou âgée. Malgré cela, le problème subsiste d'un moindre entraînement de la croissance sur la réduction de la pauvreté, ce qui rendrait la deuxième étape plus longue et difficile que la première.

*"La pauvreté diminue au rythme annuel d'un point de pourcentage depuis trente ans."*

Rien pourtant ne permet aujourd'hui de conclure à une baisse de la corrélation. La pauvreté diminue au rythme annuel apparemment solide d'un point de pourcentage depuis 2005. Mais le risque existe bel et bien. Pour deux raisons. D'une part, lorsque la pauvreté tombe à des niveaux très bas, les populations qu'elle touche encore deviennent plus difficiles à atteindre. À l'échelle mondiale, plus les pauvres, dans des pays comme la Chine, accèdent aux classes moyennes, plus la pauvreté va se concentrer dans des pays fragiles ou des États faillis, où elle a peu diminué, ces dernières années.

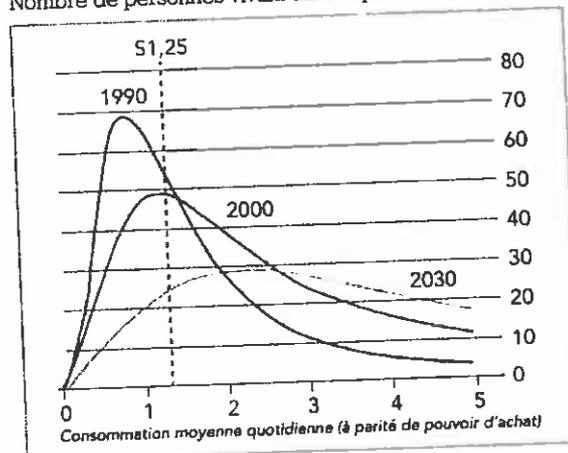
### Masse critique

Dans une étude récente de la Brookings Institution, Laurence Chandy, Natasha Ledlie et Veronika Penciakova se sont intéressées à la distribution de la consommation dans les PED (combien d'habitants y dépensent quotidiennement un dollar, deux dollars, etc.). Ils en étudient les modifications au cours du temps et anticipent son évolution future. Les courbes qui en résultent dessinent un casque de pompier<sup>1)</sup> vu de profil : une face avant abrupte et une descente en pente douce vers l'arrière. En 1990, il n'y avait presque personne sans aucun revenu, d'où une montée quasi verticale jusqu'à un maximum situé un peu en dessous du seuil de pauvreté, puis une redescente de moins en moins raide, à mesure que la courbe représente le

nombre de personnes les plus riches (voir graphique 2).

### 2. Le « casque de pompier américain »

Nombre de personnes vivant dans la pauvreté



Source : Laurence Chandy, Natasha Ledlie et Veronika Penciakova

À mesure que les pays s'enrichissent, le casque se déplace vers la droite, traduisant la croissance de la consommation des ménages. Plus le rythme est rapide, plus la courbe se décale vers la droite ; les 4,3 % de croissance annuelle de la consommation enregistrés depuis l'an 2000 sont marqués par un net décalage.

Mais la forme de la courbe compte aussi. Ainsi son maximum pour les années 1990 et 2000 se situe-t-il légèrement à gauche du seuil de pauvreté (en abscisse) ; à mesure qu'elle se déplace vers la droite, elle emmène une partie du sommet de l'autre côté du seuil de pauvreté ; cette déformation représente la vague des personnes ayant échappé à la misère entre 1990 et 2010.

La masse critique, pourrait-on dire, est désormais dépassée : on compte plus de gens vivant aujourd'hui avec 1,25 dollar par jour qu'à tout autre niveau de consommation. Cela signifie qu'avec la croissance, ils seront plus nombreux à franchir le seuil international de pauvreté que tout autre seuil de consommation. C'est une des raisons maîtresses pour lesquelles la croissance continue à engendrer d'importantes réductions de la pauvreté.

Mais à mesure que les pays poursuivent leur croissance, à mesure également que la courbe

1 Le casque traditionnel des pompiers américains, en l'occurrence, tel qu'il apparaît au cinéma et dans la bande dessinée (NdT)

14

se décale vers la droite, les choses commencent à changer. La courbe désormais commence à s'affaïsser. En 2010, selon L. Chandy, 85 millions de personnes vivaient sur le seuil de pauvreté ou juste en dessous (dépendaient quotidiennement entre 1,20 dollar et 1,25 dollar). Si la pauvreté continue de décroître à son rythme tendanciel, le nombre de personnes disposant pour vivre de 1,20 dollar à 1,25 dollar par jour va lui aussi diminuer : de 56 millions en 2020, il devrait passer à 28 millions en 2030.

*“En 2010 85 millions de personnes vivaient sur le seuil de pauvreté ou juste en dessous.”*

C'est une bonne nouvelle, bien sûr : il y a aura moins de pauvres. Mais cela signifie aussi que le rythme de réduction de la pauvreté va ralentir, même si la consommation continue à croître rapidement. Comme l'estime L. Chandy, à moins que la croissance ne crève le plafond, « il ne sera pas possible de maintenir le taux tendanciel de réduction de la pauvreté si les personnes susceptibles de franchir le seuil sont de moins en moins nombreuses ».

Quelles sont, en pratique, les conséquences de cet essoufflement de l'effet d'entraînement ? L. Chandy et M. Ravallion tentent de répondre en calculant ce que signifient en matière de réduction de la pauvreté des taux différents de consommation des ménages et à partir de quel taux de croissance le revenu desdits ménages permet d'éradiquer la misère.

M. Ravallion propose une projection optimiste : si les PED maintiennent les performances qui sont les leurs depuis l'an 2000, affirme-t-il, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pourrait passer de 1,2 milliard en 2010 à seulement 200 millions en 2027.

Ce serait une réussite remarquable. Il a fallu vingt ans pour réduire le nombre des plus démunis de 1,9 milliard en 1990 à 1,2 milliard en 2010 (une diminution de moins de la moitié). Selon les prévisions de M. Ravallion, il faudrait seulement dix-sept ans pour sortir de la pauvreté un milliard d'êtres humains

supplémentaires, ce qui signifie une réduction de moitié du nombre de pauvres en seulement dix ans (entre 2012 et 2022).

Cependant, même des perspectives aussi optimistes n'envisagent pas de parvenir à la disparition complète de la pauvreté. Le chiffre de 200 millions de pauvres la situe juste un peu au-dessus des 3 %. L'éradication nécessiterait une progression fulgurante : M. Ravallion estime que pour atteindre un taux mondial de pauvreté de 1 % en 2027, il faudrait que la consommation des ménages fasse un véritable bond, de 7,6 % par an – une attente peu réaliste.

### Graines d'optimisme

L. Chandy et ses coauteurs obtiennent des résultats comparables. Ils ont établi une projection de la réduction de la pauvreté à partir des prévisions de consommation calculées par l'Economist Intelligence Unit, entreprise jumelle de notre magazine [The Economist]. Si la croissance dépassait de deux points les prévisions, le taux de pauvreté pourrait effectivement n'être guère supérieur à 3 % [à l'horizon 2030] ; en revanche, si elle s'avérait inférieure de deux points, il stagnerait aux environs de 10 % – un chiffre très décevant. Si la répartition du revenu dans chaque pays s'améliore ou se détériore (si les 40 % les plus pauvres gagnent plus ou moins que les 10 % les plus riches), le taux varie dans les mêmes proportions que sous l'effet de la croissance. En combinant toutes ces variables, on élargit encore la fourchette, des piètres 15 % (croissance médiocre et creusement des inégalités) à un spectaculaire 1,4 % (croissance soutenue et réduction des inégalités).

Deux conclusions s'imposent alors. Tout d'abord, la fourchette des possibilités est assez large, ce qui montre combien la perspective d'une éradication de la pauvreté est incertaine. En outre, elle n'est pas symétrique, ce qui signifie que le risque d'échec est plus grand que l'espoir de succès. Remarquons également qu'aucun des deux modèles ne prévoit la disparition totale de la pauvreté. Si celle-ci figurait comme objectif du millénaire pour la période suivant 2015, il faudrait se résoudre à ne pouvoir l'atteindre. En revanche, une réduction du taux à 3 % sortirait de la misère

MS

un milliard d'êtres humains et constituerait une assez belle réussite. Dans le meilleur des cas, la pauvreté mondiale avoisinerait 1 %, soient seulement 70 millions de personnes. Ce serait une surprise. Pour atteindre de tels niveaux, révèlent les études, on ne peut plus compter seulement sur l'accélération de la croissance ou la réduction des inégalités, mais sur une combinaison des deux facteurs.

En second lieu, la géographie de la pauvreté se trouvera transformée. Depuis des années déjà, la Chine compte plus de citoyens au-dessus du seuil de pauvreté qu'en dessous. En 2020, il n'y a aura pour ainsi dire plus aucun Chinois dont la consommation par jour n'atteindra pas 1,25 dollar ; tous auront échappé à la pauvreté. La Chine a écrit le premier chapitre du grand livre de la réduction de la pauvreté, mais celui-ci arrive bientôt à son terme.

Le prochain chapitre sera écrit par l'Inde, qui à elle seule incarne les difficultés et les espoirs de l'ensemble du monde en développement : au cours des dix prochaines années, la croissance propulsera au-delà de la barrière de 1,25 dollar d'énormes masses d'Indiens. Les progrès les plus importants dans la réduction de la pauvreté pourraient avoir pour théâtre le sous-continent (et c'est aussi pour cette raison que le ralentissement indien actuel a tout lieu d'inquiéter). Au-delà de cette échéance, la croissance profitera plus aux Indiens déjà relativement aisés qu'aux pauvres.

Le dernier chapitre du livre traitera de l'Afrique. Les grandes masses d'êtres humains vivant sous le seuil de pauvreté ne subsisteront plus qu'en Afrique sub-saharienne. Malheureusement, elles subsistent aujourd'hui avec bien moins. La consommation moyenne des Africains les plus pauvres n'est que de 70 cents par jour – à peine plus qu'il y a vingt ans. Dans les six pays les plus pauvres, elle descend à 50 cents quotidiens seulement. Le continent a fait de grands pas ces dix dernières années, mais vingt années supplémentaires de progrès menés au même rythme ne suffiraient pas à sortir du piège de la pauvreté les millions de gens qui y restent enfermés. Au taux de croissance actuel, un quart des Africains continueront en 2030 de dépenser moins de 1,25 dollar par jour. Il ne faut pas espérer avant cette date

de chute plus rapide du taux de pauvreté en Afrique.

## Renvoyer Bono aux livres d'histoire

Le bilan de la réduction de la pauvreté a de profondes implications en matière d'aide économique. Les Objectifs du développement pour le millénaire avaient pour principale raison d'être de fournir une liste d'objectifs à atteindre aux pays donateurs et de les convaincre d'accorder plus de moyens à chacun d'entre eux. Ce fut peut-être le cas dans certains domaines, mais on pourrait difficilement soutenir que l'aide a beaucoup compté dans la diminution par deux de la pauvreté. C'est pour la plus grande part en Chine, un pays qui ignore les OMD, que cette réduction s'est opérée. Dans cette histoire, l'aide économique et les chartes onusiennes ont au mieux joué un rôle marginal.

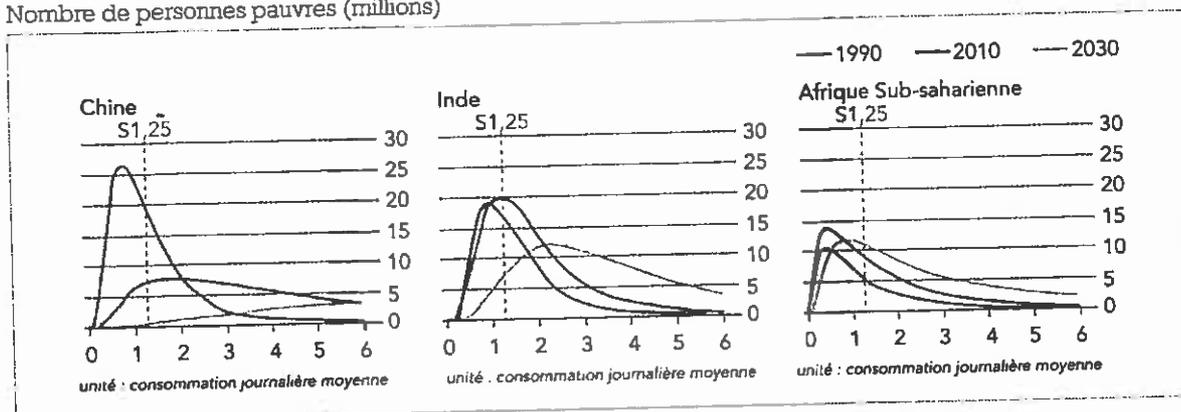
*"C'est pour la plus grande part en Chine, un pays qui ignore les OMD, que cette réduction s'est opérée."*

L'évolution de la géographie de la pauvreté posera, au-delà des vingt prochaines années, différents problèmes à l'aide économique. Selon L. Chandy, presque deux tiers des pauvres vivront en 2030 dans des pays réputés « fragiles », comme le Congo ou la Somalie. Les autres, pour la plupart, résideront dans des pays à revenu moyen. Les pays donateurs se trouveront confrontés à un double dilemme : si les pays à revenu moyen n'ont pas véritablement besoin d'aide, les États fragiles sont incapables de l'utiliser à bon escient. Pour obtenir des résultats convaincants, il faudra repenser l'aide officielle.

Mais les problèmes que rencontrera l'aide, ceux que connaît l'Afrique et ceux qui tiennent à la résistance du dernier milliard ne doivent pas masquer l'essentiel : la réduction de la pauvreté fut une belle leçon d'optimisme, et peut-être deviendra-t-elle plus encore. En tant que question sociale, la pauvreté s'est profondément transformée. Grâce en partie

## 3. Chapitres 1 à 3

Nombre de personnes pauvres (millions)



Source : Laurence Chandy, Natesha Ledlie et Veronika Penciakova.

aux nouvelles technologies, les pauvres ne constituent plus une masse indifférenciée. Les systèmes d'identification se sont à ce point développés – l'Inde a imprimé des millions de cartes d'identité biométriques « intelligentes » – que les pays finissent par connaître chacun de leurs pauvres par leurs noms. Ce qui permet aux programmes sociaux d'être non seulement mieux ciblés, mais aussi analysés et améliorés. Des programmes de transferts conditionnels, comme les *Oportunidades*, au Mexique, ou la *Bolsa Família*, au Brésil, ont presque éradiqué l'extrême pauvreté dans les pays où ils ont été mis en place.

À mesure que le nombre de pauvres diminue et que les objectifs sont remplis, les coûts de l'aide tombent à des niveaux presque insignifiants : il en coûterait peut-être 50 millions de dollars par jour d'amener 200 millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté. Certes, de nouvelles formes de pauvreté vont se

développer, les problèmes de certains pays ou de certaines régions demeureront insurmontables sans solutions nouvelles, et 1,26 dollar par jour est un montant bien maigre.

Mais quelque chose de fondamental a changé. La pauvreté était autrefois la conséquence de la rareté. C'est devenu un problème d'identification, de ciblage et de distribution, c'est-à-dire un problème susceptible d'être résolu.

*The Economist*

• POVERTY : NOT ALWAYS WITH US •

1<sup>er</sup> juin 2013  
 25 St James's Street  
 Londres SW1A 1HG  
 Royaume-Uni  
 Tél. : 020 7830 7000  
 www.economist.com

## LICENCIEMENTS, INÉGALITÉS, PAUVRETÉ ON FAIT QUOI ?

### 7 / La cote d'alerte

La situation de l'emploi et des inégalités atteint un seuil critique

### 11 / On peut agir contre la pauvreté

Pour lutter efficacement, il faut prendre en compte toutes ses facettes

17

### Document n°4

**L**a France compte aujourd'hui 900 000 pauvres de plus qu'en 2008, avant la crise. Et cette pauvreté touche désormais 8,9 millions de Français, un sur sept, dont 2,7 millions d'enfants et adolescents de moins de 18 ans. Parallèlement les inégalités ont explosé comme jamais depuis trente ans : avec la crise, les pauvres sont devenus nettement plus pauvres, tandis que les riches continuaient eux à devenir plus riches. Avec 500 000 emplois perdus dans le secteur marchand depuis 2008 et 5,4 millions d'inscrits à Pôle emploi, on se doutait bien sûr déjà que la crise avait eu un effet dévastateur sur le tissu social. D'autant que le nombre des chômeurs de longue durée âgés est rapidement croissant et qu'ils atteignent désormais la limite de leur droit à indemnisation. L'étude de l'Insee sur les revenus des Français en 2011, publiée en septembre dernier, vient malheureusement confirmer l'ampleur de ces dégâts.

#### L'urgence sociale

On aurait toutefois tort de considérer qu'une telle évolution serait un simple résultat mécanique, par nature inévitable, de la crise. La France est, avec l'Espagne, un des pays d'Europe où la pauvreté et les inégalités ont le plus progressé depuis cinq ans. La crise a évidemment exercé quasiment partout une pression à la baisse sur les revenus moyens des Européens. Mais la répartition de cette pression au sein des sociétés a été notablement différente d'un pays à l'autre. La pauvreté et les inégalités ont par exemple, sensiblement reculé au Royaume-Uni durant cette période.

Si la France est un des pays d'Europe où la pauvreté et les inégalités ont le plus progressé dans la crise, c'est, pour une part non négligeable, parce que celle-ci est intervenue au moment même où les pouvoirs publics, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, venaient de prendre des mesures d'ampleur pour alléger la pression fiscale pesant sur les plus aisés, tout en limitant parallèlement l'aide apportée aux plus pauvres, au nom de la lutte contre l'assistanat. D'où l'accélération de la tendance, déjà présente avant la crise, à l'explosion des inégalités.

Les chiffres de l'Insee portent cependant sur l'année 2011. Les politiques engagées depuis l'an dernier permettent-elles d'espérer une inversion de tendance ? En freinant sensiblement l'activité économique, la sévère politique d'austérité menée cette année ne contribue guère à faciliter la vie aux chômeurs et aux précaires. La relance des emplois aidés limite toutefois un peu les dégâts. Et parallèlement d'importantes hausses de prélèvements ont été décidées sur les revenus des plus aisés. Même si, à 45 %, le taux marginal de l'impôt sur le revenu reste encore inférieur de 20 points à ce qu'il était il y a trente ans. Sur le terrain de la lutte contre la pauvreté proprement dite, une panoplie de mesures significatives a été engagée, en matière de revenus, mais aussi de logement, d'éducation...

Les résultats des élections partielles comme les sondages montrent cependant combien les attentes des Français restent fortes en la matière. Et à quel point, ils ont le sentiment - justifié - que les nouveaux dirigeants du pays n'ont pas encore pris pleinement la mesure de l'urgence sociale. ■

GUILLAUME DUVAL



**SOCIAL** En matière d'emploi et de chômage comme de pauvreté et d'inégalités, la situation atteint manifestement un seuil critique dans le pays.

## LA COTE D'ALERTE



Manifestation contre la fermeture de Gad en Bretagne, octobre 2013. 500 000 emplois ont été détruits en France depuis 2008.

### EMPLOI

## DE MAL EN PIS

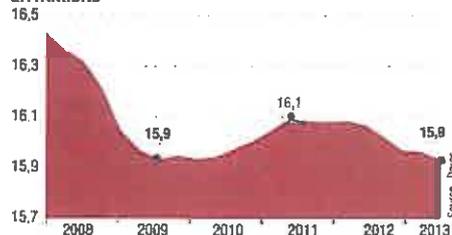
Gad, Air France, Goodyear, Alcatel-Lucent, Virgin ou encore Michelin, les annonces de plans sociaux se multiplient. On reste cependant encore loin des niveaux enregistrés en 2009 (187 plans sociaux en moyenne par mois, contre 88 depuis le début de l'année), mais tout indique que l'automne risque d'être chaud sur le front social. Le nombre de redressements et de liquidations judiciaires prononcées par les tribunaux de commerce a augmenté de 7,5 % au troisième trimestre 2013 par rapport au troisième trimestre 2012. Les dépôts de bilan ont même été plus nombreux cet été que pendant l'été 2009, c'est-à-dire en plein marasme économique.

De quoi alourdir un peu plus la facture laissée par cinq années de crise. 500 000 emplois ont été détruits dans le secteur marchand depuis début 2008. Cette chute a été brutale en 2008 et 2009, au plus fort de la récession. Les intérimaires et les salariés en contrats à durée déterminée (CDD) ont été les premiers

sacrifiés, mais les destructions ont fini par attaquer le noyau dur de l'emploi, comme en témoigne l'envolée des ruptures conventionnelles (\*), qui se sont en grande partie substituées aux licenciements économiques. En 2010 néanmoins, les créations d'emplois étaient timidement reparties. Cette parenthèse a cependant été vite refermée et depuis l'été 2011, c'est la rechute. L'aggravation de la crise de la zone euro a provoqué une

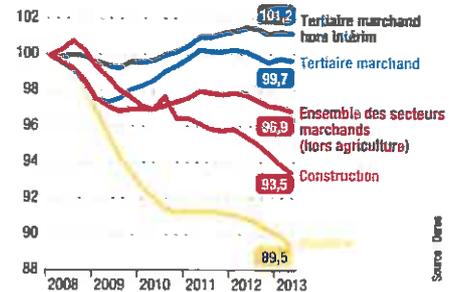
### LA CRISE LOIN D'ÊTRE EFFACÉE

Evolution de l'emploi marchand (hors agriculture), en millions



### L'INDUSTRIE À LA PEINE

Evolution de l'emploi par secteur, base 100 = premier trimestre 2008



nouvelle dégradation du marché du travail hexagonal. Et aujourd'hui, même si la situation économique s'améliore quelque peu, la croissance reste bien trop faible pour relancer l'emploi.

C'est l'industrie qui a payé le plus lourd tribut : plus de 370 000 emplois y ont disparu en cinq ans. Ce sont d'ailleurs les régions industrielles du nord et de l'est qui ont subi les destructions d'emplois les plus importantes depuis 2008. Le bâtiment a lui aussi subi de sérieuses pertes (- 100 000), tandis que le secteur des services est le seul à résister et à dépasser son niveau d'emploi de 2008 (+ 126 000, hors intérim). Moins sensible aux aléas de la conjoncture, l'emploi non marchand a, dans un premier temps, limité les dégâts. Mais ce n'est plus vrai. En 2011, l'emploi public a chuté (- 32 000 postes), une première depuis vingt ans. Les choses se sont améliorées en 2012 sur ce front, mais pas suffisamment pour que l'emploi retrouve son niveau de 2010.

L'emploi non salarié, enfin, s'est accru (+ 205 000 postes entre fin 2007 et fin 2012), mais cette performance s'explique en grande partie par le succès du statut d'auto-entrepreneur mis en place en 2009. Un succès qui mérite d'être relativisé quand on sait que moins de la moitié des auto-entrepreneurs dégagent un chiffre d'affaires. Et quand c'est le cas, ce revenu est neuf fois sur dix inférieur au Smic...

Dans ce tableau relativement noir, seule la relance des emplois aidés apporte une touche d'optimisme. Même si en réalité le recours du gouvernement à ce type de contrat reste encore timide : il y en a toujours 200 000 de moins qu'au début des années 2000 (voir graphique, page 8). C'est néanmoins grâce à la montée



**Ruptures conventionnelles** : procédure qui permet à l'employeur et au salarié de rompre d'un commun accord le contrat de travail qui les lie.

## ON FAIT QUOI ?

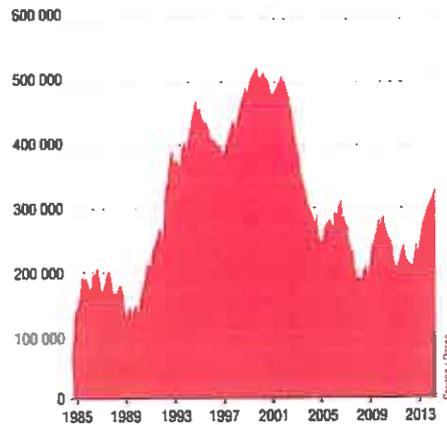
III en charge des emplois d'avenir que l'Insee prévoit, dans sa dernière note de conjoncture, une remontée de l'emploi total d'ici à la fin de l'année. C'est une bonne nouvelle, même si ces emplois aidés ne peuvent être qu'une solution transitoire.

Reste une forte incertitude sur l'avenir immédiat : les entreprises, qui vont recevoir un cadeau de 10 milliards d'euros avec le crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice) en 2014, vont-elles préférer rétablir leurs marges ou se remettre à créer de nouveaux emplois ? Pour le moment, leurs comptes sont en piteux état. Et cela, notamment, parce que les destructions d'emplois auraient pu être bien pires. Au lieu de licencier leurs salariés en contrat à durée indéterminée (CDI), nombre d'entre elles ont préféré recourir à des mécanismes de flexibilité interne (baisse des rémunérations variables, diminution du temps de travail, congés imposés ou chômage partiel).

Résultat : la productivité a chuté, ce qui a permis de sauver 450 000 emplois depuis le début de la crise, selon l'OFCE. Mais cela s'est également traduit par un effondrement historique du taux de marge des entreprises. Pour redresser la barre, elles pourraient donc décider d'augmenter en priorité leur productivité. Selon l'OFCE, un million d'emplois seraient menacés si les entreprises voulaient renouer avec le taux de marge moyen observé ces vingt dernières années. Même si la reprise se confirme, cela risque fort d'être une reprise sans emplois. ■ LAURENT JEANNEAU

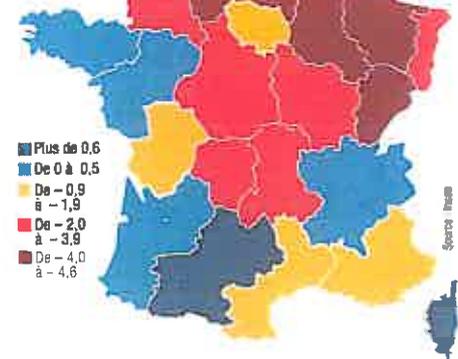
## EMPLOIS AIDÉS : PEUT MIEUX FAIRE

Nombre d'emplois aidés dans le secteur marchand



## LE NORD ET L'EST EN PREMIÈRE LIGNE

Variation de l'emploi salarié entre 2008 et 2012, en %



■ Plus de 0,6  
■ De 0 à 0,5  
■ De -0,9 à -1,9  
■ De -2,0 à -3,9  
■ De -4,0 à -4,6

## DES PRÉCAIRES DE PLUS EN PLUS PRÉCAIRES

A première vue, la crise n'a pas accentué la précarité du marché du travail. La part de l'emploi temporaire (CDD et intérim) dans l'emploi total est restée stable à 10 % entre 2008 et 2012. Une stabilité trompeuse. Quand la conjoncture se dégrade, les intérimaires sont en effet les premiers sacrifiés. D'où un recul de l'intérim dans l'emploi total. En revanche, la part des CDD a légèrement augmenté. Si le CDI reste la norme (76,6 % des emplois), les nouveaux emplois créés sont en grande majorité des CDD. Leur part dans les embauches atteignait 82,4 %

début 2013, niveau le plus haut depuis dix ans. Autre indice qui plaide dans le sens d'une précarisation accrue du marché du travail : le *turnover* dans les entreprises augmente de façon quasi continue depuis le début de la crise. Il y a à la fois plus d'embauches et plus de licenciements. La durée de ces emplois précaires s'est en effet fortement raccourcie. La part des CDD de moins d'un mois dans le total des intentions d'embauche est passée de 60 % début 2008 à 71 % au deuxième trimestre de 2013. Le travail en miettes gagne du terrain. L. J.

## CHÔMAGE

## PLUS ÇA DURE, PLUS C'EST DUR

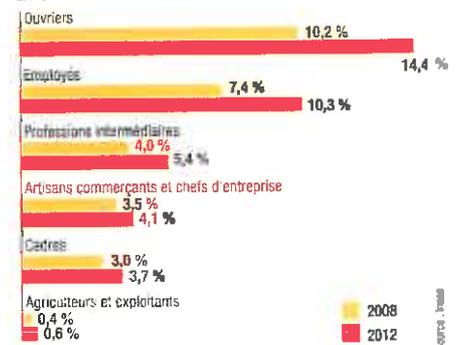
La courbe du chômage pourrait se stabiliser, voire s'inverser légèrement, d'ici à la fin de l'année. C'est ce que prévoit l'Insee. Mais même si François Hollande réussit son pari, le nombre de chômeurs n'en reste pas moins très élevé. La barre des trois millions de chômeurs a été franchie au deuxième trimestre 2013. C'est un million de plus que début 2008. Et il s'agit là de la définition officielle du chômage (\*). Si on s'intéresse au nombre total des deman-

deurs d'emplois inscrits à Pôle emploi, les chiffres sont encore plus impressionnants. Toutes catégories confondues, ce sont désormais 5,4 millions de personnes qui pointent à Pôle emploi, soit près de deux millions de plus que début 2008.

C'est pour les seniors que la hausse du chômage a été la plus importante (+ 89 % entre début 2008 et mi-2013), et spécialement pour les hommes de plus de 50 ans. Même s'ils ont été les premiers sacrifiés du fait de la précarité de leur emploi, les jeunes s'en sortent moins mal (+ 37 %). De la même manière, les manœuvres (+ 66 %), les ouvriers qualifiés (+ 64 %) et les employés qualifiés (+ 58 %) ont été les plus durement frappés, bien qu'aucune catégorie socio-

## LES OUVRIERS EN PREMIÈRE LIGNE

Taux de chômage par catégorie socioprofessionnelle, en %



professionnelle n'ait été épargnée. Le nombre de cadres inscrits à Pôle emploi a ainsi augmenté de 41 % en cinq ans.

Mais le plus inquiétant, c'est la hausse continue du nombre de chômeurs de

\* Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) : est au chômage toute personne en âge de travailler qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, qui est disponible pour travailler dans les deux semaines et qui a entrepris des démarches effectives de recherche d'emploi.



**Forum pour l'emploi des seniors à Paris.** 5,4 millions de personnes pointent à Pôle emploi aujourd'hui, soit près de 2 millions de plus que début 2008.

longue durée. Au début de la crise, en janvier 2008, les demandeurs d'emploi qui pointaient depuis plus d'un an à Pôle emploi représentaient 32 % du total des inscrits et ils restaient en moyenne 400 jours au chômage. Aujourd'hui, leur proportion est passée à 42 % et ils restent en moyenne 510 jours sans travail. Au total, près de deux millions de personnes sont concernées, dont la moitié est au chômage depuis plus de deux ans. Là encore, ce sont les seniors qui sont les plus exposés. Près de 60 % des plus de 50 ans inscrits à Pôle emploi le sont depuis plus d'un an. Un phénomène lié aux précédentes réformes des retraites et à la disparition de la dispense de recherche d'emploi.

Cette situation est particulièrement préoccupante car plus le chômage s'éternise, plus il devient difficile de retrouver un emploi par la suite. C'est ce que les économistes appellent l'effet d'hystérèse : les chômeurs de longue durée perdent progressivement leurs compétences ou n'ont pas l'opportunité de les mettre à jour. Petit à petit, ils sont donc de moins en moins facilement « employables » et s'enlisent dans l'inactivité. Avec à la clé, le risque d'arriver en fin de droits, c'est-à-dire de perdre le bénéfice des allocations chômage. Le nombre des inscrits à Pôle emploi qui ne sont indemnisés ni par l'assurance chômage ni par le régime de solidarité atteint désormais 2,8 millions de personnes.

Privés d'allocations, les chômeurs basculent dans la pauvreté et peuvent être tentés de baisser les bras. Découragés, ils cessent de chercher un travail et sortent par la petite porte des statistiques. C'est ce que dévoile l'évolution du taux d'activité, c'est-à-dire la part des personnes

de 15 à 64 ans qui est en emploi ou au chômage : ce taux stagne pour les seniors depuis trois trimestres alors qu'il devrait augmenter sous l'effet de la réforme Fillon des retraites. Pour les jeunes, il a même chuté de 2,5 points depuis la mi-2009. De même, le taux d'emploi des hommes de 25 à 49 ans a baissé d'un point depuis 2008. Cela contribue certes à inverser la courbe du chômage. Mais pour de mauvaises raisons... ■ L. J.

## PAUVRETÉ-INÉGALITÉS

### UNE ACCÉLÉRATION INQUIÉTANTE

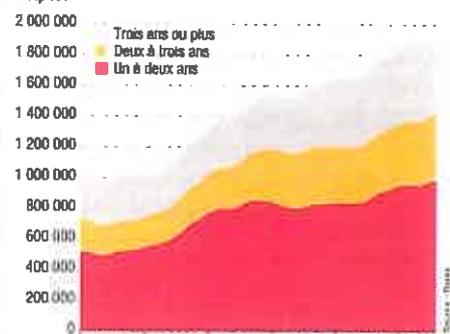
**En France, la crise s'est traduite par une forte hausse de la pauvreté et des inégalités.** Entre 2008 et 2011, dernière année pour laquelle l'Insee vient de publier des chiffres, le nombre de pauvres s'est accru de 890 000 personnes et la pauvreté touche désormais 8,7 millions d'habitants, soit 14,3 % de la population française. Un Français sur sept doit vivre avec moins de 977 euros chaque mois, le seuil de pauvreté officiel à 60 % du revenu médian (\*). Un peu plus de 2 millions de ces pauvres ont un emploi, un chiffre en hausse de 100 000 personnes depuis 2008 : 1,5 million comme salariés et 500 000 comme travailleurs indépendants. Un million sont chômeurs, soit 39 % de l'ensemble des sans-emploi, contre 36 % en 2008. Mais surtout 2,7 millions, un tiers



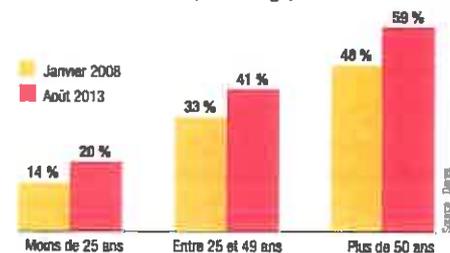
**Revenu médian :** la moitié gagne plus, l'autre moitié gagne moins.

## LE CHÔMAGE S'ÉTERNISE SURTOUT POUR LES PLUS DE 50 ANS

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C Inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi



Part des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C Inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi parmi l'ensemble des inscrits, selon l'âge, en %



du total, sont des enfants de moins de 18 ans, soit près d'un sur cinq dans cette population... Une proportion en hausse de 2,2 points de pourcentage depuis 2008. Facteur aggravant, c'est surtout le nombre des très pauvres qui s'accroît : ceux qui doivent vivre avec moins de 814 euros par mois, 50 % du revenu médian, sont désormais 4,9 millions (7,9 % des Français), 580 000 de plus qu'en 2008, soit une hausse de 14 %.

Les chiffres officiels de la pauvreté monétaire pour 2012 et 2013 ne sont pas encore connus, mais tous les éléments dont on dispose par ailleurs indiquent une sévère aggravation supplémentaire. Les Restaurants du cœur ont ainsi accueilli 100 000 personnes de plus l'hiver dernier, aidant désormais 960 000 personnes, un chiffre en hausse de 40 % depuis 2008. Tandis que le nombre des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) s'est accru de 174 000 entre décembre 2011 ■■■

## ON FAIT QUOI ?

■ et juin 2013, une hausse qui marque une nette accélération par rapport aux années antérieures. Du coup, la barre des 2 millions de bénéficiaires a été franchie au printemps dernier. De plus, cette hausse concerne quasiment uniquement ceux qui reçoivent le « RSA socle » parce qu'ils ne travaillent pas.

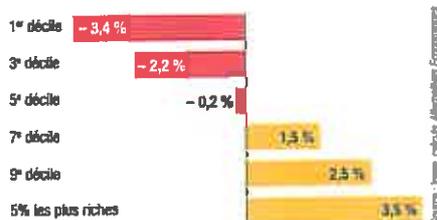
Cette forte aggravation de la pauvreté s'est traduite parallèlement par une hausse sans précédent des inégalités. Les 10 % de Français les plus pauvres ont vu en effet leur pouvoir d'achat reculer de 3,4 % entre 2008 et 2011. Les pauvres avaient en 2008 un revenu médian de 803 euros par mois (en euros constants de 2011), celui-ci n'était plus que de 790 euros en 2011. C'est un recul nettement plus important que pour le « Français médian » (50 % gagnent plus que lui et 50 % moins), qui a cependant perdu lui aussi 0,2 % de pouvoir d'achat. À l'inverse, les 5 % les plus riches ont vu, eux, leur pouvoir d'achat s'accroître encore de 3,5 %. Les 20 % des Français les plus riches gagnaient en moyenne 4,3 fois plus que les 20 % les plus pauvres en 2008. Ils en gagnent désormais 4,6 fois plus.

La crise a marqué une accélération très sensible de la tendance préexistante à la hausse des inégalités dans la société française. Ces chiffres datent cependant de 2011, avant donc les hausses importantes des prélèvements sur les revenus des plus aisés décidées pour le budget 2012 par Nicolas Sarkozy, puis pour 2013 par François Hollande.

Que la crise débouche sur une stagnation, voire sur une baisse des revenus moyens des Français, comme c'est le cas depuis 2008, c'est malheureusement inévitable. Mais qu'elle aboutisse à une telle hausse de la pauvreté, ne l'est pas forcément, car il est question ici de pauvreté *relative*. Le nombre de pauvres a beaucoup augmenté en France depuis 2008

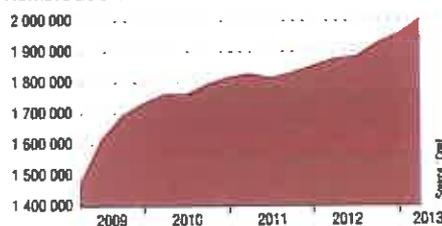
## DES PAUVRES PLUS PAUVRES ET DES RICHES PLUS RICHES

Evolution du pouvoir d'achat par quantile de revenu entre 2008 et 2011, en %



## DES TRÈS PAUVRES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX

Nombre de bénéficiaires du RSA



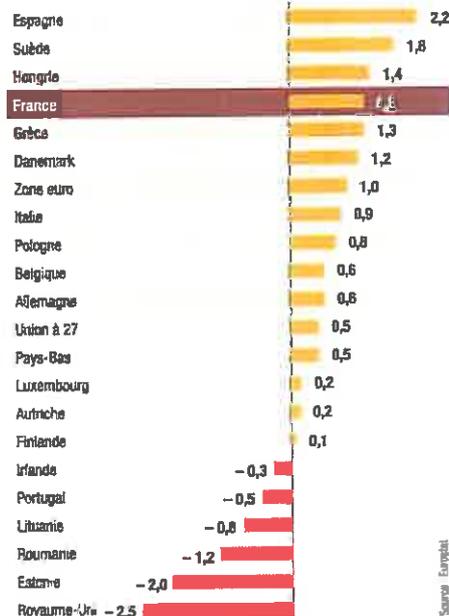
alors même que notre appauvrissement global est déjà acté dans le revenu pris en référence : le seuil de pauvreté qui était à 985 euros par mois en 2008 est ainsi descendu à 977 euros en 2011.

Il y a même de bonnes raisons de penser que l'inverse aurait dû se produire. Nos systèmes sociaux, si généreux paraît-il, auraient dû amortir le choc pour les plus pauvres et les chômeurs. Tandis qu'au contraire, les maigres profits des entreprises, la baisse des taux d'intérêt sur les placements et le recul des prix de l'immobilier auraient dû peser lourdement sur les revenus des plus riches. On aurait pu penser que ceux-ci seraient aussi davantage touchés que les salariés ordinaires dont les revenus sont relativement rigides.

On observe d'ailleurs des situations très diverses sur ce plan en Europe. La France est, derrière l'Espagne, un des pays où le taux de pauvreté a le plus augmenté entre 2008 et 2011, quasiment trois fois plus que la moyenne de l'Union européenne. Ce taux a en revanche sensiblement baissé dans plusieurs pays pourtant plus gravement touchés par la crise que l'Hexagone, comme l'Irlande, le Royaume-Uni et le Portugal. Il en va de même sur le plan des inégalités : en moyenne, elles ne se sont pas accrues dans l'Union européenne entre 2008 et 2011. Parce qu'elles ont diminué un peu en Allemagne, mais aussi au

## LA PAUVRETÉ AUGMENTE PLUS EN FRANCE QU'AILLEURS

Variation du taux de pauvreté entre 2008 et 2011, en points de pourcentage



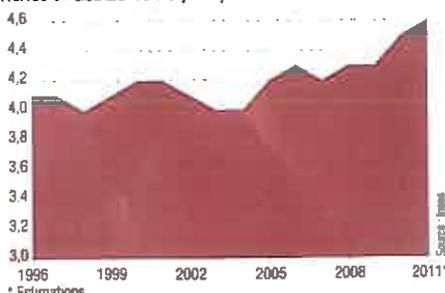
Royaume-Uni, en Belgique ou encore aux Pays-Bas. Les inégalités ont même augmenté davantage en France qu'en Grèce entre 2008 et 2011, selon Eurostat !

Bref, contrairement à ce qu'on pourrait penser, la forte hausse de la pauvreté et des inégalités constatée en France depuis 2008 ne résulte pas tant de la crise en tant que telle que de l'amplification de ses effets par des politiques publiques qui visaient alors à rendre le système fiscal moins redistributif et à faire la chasse à l'assistanat. Nicolas Sarkozy voulait en effet remettre en cause les mécanismes de soutien aux revenus des plus pauvres au nom du « travailler plus pour gagner plus ». Mais, évidemment, quand il y a beaucoup moins de travail, on arrive au résultat que l'on voit. Les politiques engagées depuis l'an dernier par François Hollande vont-elles permettre d'inverser cette tendance ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais les contraintes budgétaires et le dumping fiscal intra-européen en limitent beaucoup les ambitions. ■

GUILLAUME DUVAL

## UNE ENVOLÉE DES INÉGALITÉS

Rapport entre le revenu moyen des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres



\* Fictives

## En savoir plus

Les données de l'emploi et du chômage : accessibles sur <http://travail-emploi.gouv.fr>  
 Les données de revenus et d'inégalités : accessibles sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique « Revenus-salaires ».  
 L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) : [www.onpes.gouv.fr](http://www.onpes.gouv.fr)  
 L'Observatoire des inégalités : [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)  
 Les comparaisons européennes : accessibles sur <http://epp.europa.eu/stat.ec.europa.eu>



# ÉPREUVE N° 3